

COMPTE-RENDU RÉUNION RÉGIONALE

« CADASTRE »

du 26/04/2018 à Montpellier

Présentation et état des lieux

22 personnes présentes, tous les départements représentés à l'exception du Vaucluse, excusé.

Après une présentation rapide du pourquoi de ces réunions régionales organisées par les élus de la CAPN des géos de la CGT Finances Publiques, et de l'action menée au travers de notre dossier de presse sur la cession au privé des travaux RPCU, il a été procédé à un tour de table exhaustif. Chacun a pu présenter ses conditions de travail, ses activités professionnelles par rapport aux missions historiques du Cadastre.

Certains ne font plus du tout de fiscal, d'autres ont été réorientés sur l'urgence fiscale, les derniers enfin continuent de travailler à l'ancienne, en assurant la totalité des missions. Il apparaît aussi des différences notables au niveau de la prise en charge des DA (vérification ou non, application ou non). Il se dégage aussi une tendance à 2 organisations des services: l'une officielle pour l'affichage, l'une plus pragmatique pour la bonne marche des services, ce qui peut gêner le pilotage de la mission.

Concernant les moyens mis à disposition pour le terrain, certains départements (11 et 66 notamment) ont des aides-géos et un complément horaire en chaîneurs, d'autres que des frais de chaîneurs, mais pas à la hauteur des attentes et des besoins. Pas de remarque particulière sur le matériel mis à disposition même si le parc informatique est pointé pour son manque de performances (!)

Concernant Lascot, la « bidouille » imposée aux géos par l'état statistique mensuel pèse sur la réalité des instances et des travaux réellement effectués. Le temps passé à créer une fiche (recherche du propriétaire, de son adresse, de la fiscalité déjà existante, annotation des bloc-notes ...) devrait être évalué et déclaré en « travaux fiscaux ». Ce serait plus juste et montrerait que nous sommes un maillon essentiel du dispositif de relance, d'exhaustivité et d'évaluation.

Missions et avenir

Globalement, les collègues sont attachés aux 4 volets de la mission cadastrale (topographique, fiscale, foncière et documentaire) même si des voix se sont exprimées pour mettre l'accent sur le plan et le remaniement. Le débat a permis aussi de pointer le côté fiscal de toute opération topographique, dans la mesure où, qu'il s'agisse de remaniement ou de croquis de mise à jour, ces travaux induisent une exploitation fiscale quasi systématique.

Les géos ont toujours fait du fiscal. Si la situation des bases s'est dégradée (ce qui reste à démontrer) la seule DGFIP en est responsable en nous ayant éloigné des CCID et des SIP. Dégrader la mission pour mieux l'externaliser (danger des laboratoires fiscaux qui ne sont que des officines privées qui vont avoir accès à des fichiers « sensibles ») est une procédure bien connue dans la fonction publique. D'où la nécessité de se rapprocher des collectivités territoriales d'une part, et des SIP d'autre part.

Pour ce qui est de RPCU, la totalité des interventions a souligné son enjeu d'avenir pour le Cadastre. Les mensonges de GF3A (sur l'expérimentation et ses résultats notamment) n'y changent rien. Il y a un intérêt prépondérant à valoriser notre maillage et notre savoir

Montreuil, le 30/05/2018

Syndicat national

CGT Finances Publiques

• Case 450 ou 451

• 263 rue de Paris

93514 Montreuil Cedex

• www.financespubliques.cgt.fr

• Courriels : cgt@dgfip.finances.gouv.fr

• dgfip@cgt.fr

• Tél : 01.55.82.80.80

• Fax : 01.48.70.71.63

faire, preuve de notre réactivité, supérieure dans ce domaine à l'IGN. En revanche, la multitude des structures d'emploi des géomètres est perçue comme un frein à la mise en commun des actions à venir pour la sauvegarde du plan cadastral à la DGFIP.

Conclusions et actions

La teneur extrêmement riche et passionnée des débats conforte la CGT Finances Publiques dans ce qu'elle porte dans les instances nationales. Les convergences de vues sont nombreuses, et l'idée d'arriver à réunir toutes les énergies autour d'un projet ambitieux pour le Cadastre peut faire son chemin. L'urgence de la situation impose le « tous ensemble », sans quoi notre poids dans la balance (moins de 1000 géos à ce jour) ne pèsera pas lourd face aux vues libérales qu'ont du service public Macron et Parent.

4 idées forces ont été retenues :

- » RPCU enjeu d'avenir : sachons nous l'approprier et montrer qu'on sait faire, à condition qu'on nous en donne les moyens
- » rechercher l'appui des collectivités locales, notamment des « petites » communes, qui reconnaissent dans le Cadastre la dernière administration à les rencontrer et les épauler
- » grève des stats : même si sa portée symbolique impose de la coupler avec une autre action, la possibilité de mettre 100% de ses jours en travaux fiscaux est à envisager, dans le cadre d'une recommandation inter-syndicale nationale
- » en fonction du résultat de l'entrevue du 11 mai avec la mission parlementaire sur les données géographiques souveraines, possibilité de s'inviter au groupe de travail sur le sujet, groupe de travail dont les techniciens du Cadastre sont les seuls exclus

Merci à tous les participants. Notre tour des régions achevé, nous nous attacherons à trouver la meilleure solution pour en faire la synthèse et porter haut et fort un projet ambitieux devant nos décideurs, mais aussi devant les élus et les utilisateurs du plan cadastral.